

1 – SITUATION MONDIALE

Magazine Géo N°551

La population mondiale pourrait diminuer à la fin du siècle.

Un monde qui a franchi le cap des 8,2 milliards d'habitants va devoir faire face à plusieurs défis : Baisse globale du taux de fécondité, vieillissement, enjeux climatiques...

Nous devrions être autour des 10 milliards en 2100.

Il y a plus de deux siècles, le nombre de naissance a dépassé le nombre des décès (aujourd'hui, cela va du simple au double). Cela est lié principalement à la baisse de la mortalité infantile.

Cependant, après un pic autour de 2080, la population mondiale devrait se stabiliser, voire diminuer. La croissance de cette population a déjà commencé à ralentir (+2% l'an dans les années 1960 à 0,9% aujourd'hui). Il ne s'agira pas d'une hausse de la mortalité, mais par une baisse globale de la fécondité : de 5 enfants par femme dans les années 1960 à 2,25 aujourd'hui (la Corée du sud détient la palme de la plus faible fécondité avec 0,7 enfant par femme). Elle pourrait baisser à 1,8 en 2100 ; or le seuil de renouvellement des générations est de 2,1 enfants par femme.

Causes multiples de cette baisse de la fécondité :

- Amélioration des conditions de vie,
- Accès des filles à l'éducation,
- Urbanisation,
- Les parents investissent pour que leurs enfants aient une meilleure vie que la leur (ce qui n'est pas possible en cas de famille nombreuse)

Stopper la croissance démographique pour sauver le climat est irréaliste. Le taux de fécondité ne se décrète pas. Même avec 1,5 enfants par femme tout de suite, la population mondiale continuerait un temps d'augmenter à cause de sa jeunesse

2 – DEMOGRAPHIE FRANCAISE

2 – 1 : Les Chiffres

Vers une baisse de la population française

Sciences humaines N°379

Début 2026; nous étions 69 millions de français (+0,33% par rapport à 2025), hausse due essentiellement à un excédent d'entrées sur le territoire.

En 2024, la fécondité s'établit à 1,62 enfants par femme.

À noter : en 2021, si le taux de fécondité des femmes étrangères est de 2,3 (contre 1,7 pour les natives) et contribuent donc de façon importante aux naissances, cela n'augmente que de 0,14% le taux de fécondité du pays. D'autant qu'à la génération suivante, le taux de fécondité retrouve la moyenne nationale.

La France qui se dépeuple, la France qui croît : État des lieux démographique

The Conversation – Sébastien Oliveau

Si l'accent a été mis cet été sur la fin observée de la croissance démographique naturelle en France, tous les territoires ne sont pas touchés de la même façon.

En France, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la croissance démographique a toujours été positive grâce à un solde naturel et un solde migratoire positifs. Depuis quelques mois, le solde naturel est désormais négatif à l'échelle nationale, mais le solde migratoire reste suffisant pour assurer encore la continuité de la croissance démographique du pays

Zones en croissance démographique :

Lorsque les soldes naturel et migratoire sont positifs, la population augmente, c'est le cas aujourd'hui des grandes métropoles, de certains espaces frontaliers (avec la Suisse, l'Allemagne, le Luxembourg), mais aussi localement à La Réunion et en Guyane.

La croissance peut parfois être portée uniquement par un solde naturel positif même si le solde migratoire est négatif. On retrouve ces dynamiques dans les mêmes lieux que ceux que nous venons de citer : localement à La Réunion (par exemple, à Saint-Denis) ou en Guyane (à Saint-Laurent-du-Maroni) ou encore dans une moitié de l'Île-de-France, la commune de Lyon (Rhône), etc.

On peut enfin avoir une croissance démographique liée à un solde migratoire positif (les personnes viennent d'autres territoires français, voire internationaux), **malgré un solde naturel négatif**. C'est le cas de la façade atlantique, du sud de la Nouvelle-Aquitaine, de l'Occitanie, de la région PACA et de la Corse.

Zones en décroissance

A contrario, la décroissance peut être due à des soldes naturels négatifs malgré des soldes migratoires positifs. [C'est le cas](#) d'une bonne partie des espaces ruraux du centre de la France jusqu'au sud du Massif central et même jusqu'aux Pyrénées. La moitié nord de la France, à l'exception des zones dynamiques précédemment citées, se trouve dans une situation où le solde migratoire négatif entraîne une baisse de la population, parfois couplée à un solde naturel négatif qui accentue encore ces tendances. La situation de la Guadeloupe et de la Martinique est d'ailleurs similaire.

Il n'y a pas une France en décroissance, mais des variétés de situations. C'est sans aucun doute là qu'est le plus grand défi : penser l'adaptation localement dans un pays dont les discours et l'action politiques sont toujours pensés de manière trop globale.

2 – 2 : Les causes

⌚ Le contexte économique défavorable :

- difficultés d'accès à l'emploi stable et bien rémunéré
- les difficultés pour se loger
- des difficultés financières pour assumer le coût d'un enfant jusqu'à son autonomie

⌚ La transformation du rôle de la femme dans la société (éducation, contraception, place dans le travail) induit :

- le recul de l'âge de la maternité
- l'augmentation du non-désir d'enfant

⌚ La transformation de la conjugalité (Baisse de l'activité sexuelle des français)

- les couples sont moins nombreux et moins stables qu'avant (plus de périodes sans partenaires).
- chez les plus jeunes, l'expérience de la sexualité, n'est plus uniquement vécue dans l'espace physique mais aussi dans l'espace numérique (enquête CSF-2023 Inserm - ANRS-MIE 13 novembre 2024)

⌚ La place de l'enfant dans la société :

- avant l'enfant était une nécessité sociale
- maintenant le désir d'enfant est devenu un choix personnel.

⌚ Le contexte environnemental :

- climat politique anxiogène
- la responsabilité écologique

⌚ Baisse de la fertilité : facteurs à la fois médicaux et sociétaux (moins impactant que les autres facteurs)

- recul excessif de l'âge de la maternité, causes génétiques, hormonales,
- l'environnement, pollution et perturbateurs endocriniens (voir ci-dessous)

- conditions de vie habitudes alimentaires : l'obésité (corrélation forte et impact très fort) stress, manque de sommeil tabac, cannabis, sédentarité, mauvaise alimentation
- difficultés d'accès à l'AMP, parcours complexes, inégalités territoriales

LE CAS PARTICULIER DES PERTURBATEURS ENDOCRINIENS (PE)

Définition : substance ou un mélange qui altère les fonctions du système endocrinien et de ce fait induit des effets néfastes dans un organisme intact, chez sa progéniture ou au sein de (sous)-populations.

Où ? : « nous en respirons, mangeons, buvons, portons sur les vêtements... sans le savoir et en permanence » (Rachel Lévy, biologiste)

- dans l'alimentation (tous les aliments sont concernés) ex : pesticides
- dans les produits ménagers, les produits de bricolage ou d'ameublement, les insecticides, les cosmétiques, les parfums d'ambiance...

Conséquences : atteinte du système hormonal

- chez la femme : diminution de la réserve ovarienne, altération de la qualité des ovocytes, augmentation du risque d'insuffisance ovarienne prématuée, de fausses couches à répétition,
- Chez l'homme, altération de la spermatogénèse, anomalies pubertaires et de cancers du testicule

Une dimension transgénérationnelle :

- lien entre l'exposition aux perturbateurs endocriniens durant la grossesse et des troubles de la reproduction chez les descendants

2 – 3 : Les conséquences et les solutions

CETTE BAISSE EST-ELLE UN PROBLEME EN SOI ?

oui à l'échelle de la France, car cela devient un problème collectif

- remise en cause du pacte social, car les plus jeunes aident au financement des besoins des plus anciens (caisse de retraites), problème pour la sécurité sociale pour tous
- baisse de la population active, donc une baisse des recettes fiscales, ralentissement de la croissance, hausse des dépenses publiques et risques politiques et sociaux.
- besoin d'une population jeune pour animer notre société, la faire vivre, être force d'idées, d'innovation, et de progrès

SOLUTIONS ?

Tout en respectant le choix individuel nécessité d'appliquer des politiques nationales

- renforcement du financement de la petite enfance et aides adaptées aux contraintes de notre société (mises en place de crèches, de modes de gardes de la petite enfance, adaptation des salaires, des allocations familiales et des avantages fiscaux, au coût de l'accueil d'un enfant...)

- favoriser l'accès à des logements compatibles avec la parentalité
- l'amélioration de l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle (congés familiaux bien rémunérés et autres accompagnements)
- valorisation d'une meilleure répartition des tâches entre hommes et femmes
- prise en compte des risques pour la santé humaine et notamment la fertilité associés à l'utilisation de pesticides et de perturbateurs endocriniens, dans toutes les politiques industrielles, commerciales, environnementales.
- prise en compte des défis environnementaux (climat, biodiversité, ressources)
- renforcement de l'information sur la fertilité : ses déterminants (alimentation, facteurs extérieurs, perturbateurs endocriniens...), sa temporalité (sans culpabiliser)
- financer la recherche sur les causes pour mieux adapter les politiques
- dans un contexte plus apaisé, la prise en compte de l'apport migratoire dans la natalité devra pouvoir être discutée tout en connaissant les limites.

Le grand Vieillissement

Futuribles N°462 : Recension du livre de Maxime Sbaihi Le grand vieillissement (Éditions de l'Observatoire 2022)

La bosse démographique du Baby-boom a entraîné et continue d'entraîner des conséquences économiques, politiques et sociales importantes.

Notre système de retraite par répartition (solidarité générationnelle) est en péril. Ces générations n'ont pas anticipé les besoins financiers qui seraient les leurs après la retraite. D'où aujourd'hui des disparités entre générations

En outre, pesant plus lourd dans le corps électoral, les baby-boomers sont, de plus, davantage enclins à utiliser leur droit de vote.

Le livre explore plusieurs pistes (revenu universel, refonte complète du système de retraite, facilitation de la transmission du patrimoine financier et immobilier), susceptibles de rétablir un certain équilibre générationnel.

La baisse de la natalité peut nous aider à résoudre quelques graves difficultés que connaît la France

Guillaume Duval - Le Monde en ligne 31 janvier 2026

Plutôt d'une bonne nouvelle pour la planète et l'environnement mais aussi d'une évolution qui n'est pas nécessairement aussi négative qu'on le dit pour la France elle-même

Les discours qui mettent en avant la perte de compétitivité économique ou la perte de poids politique qu'une baisse de la population impliquerait n'ont pas de sens : la Chine elle-même, la grande puissance qui monte actuellement, devrait être beaucoup plus handicapée que la France et l'Europe par son évolution démographique au cours des prochaines décennies.

Cette évolution est par ailleurs très positive sur le plan écologique : la croissance démographique massive des dernières décennies entretient clairement un rapport étroit avec la forte dégradation de l'environnement. Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel et si cette croissance démographique doit s'arrêter, mieux vaut que cela passe par une diminution du nombre des naissances plutôt que par les guerres et les épidémies qui ne manqueraient pas de se multiplier sur une planète qui ne peut plus supporter des humains trop nombreux qui la détruisent.

Par ailleurs, sur le plan national, cette évolution devrait aider à **détendre assez rapidement la situation du marché du logement**, ce qui est un des principaux problèmes que connaît aujourd'hui le pays.

La baisse de la démographie devrait aussi nous aider à **résoudre la mauvaise qualité et le caractère profondément inégalitaire de notre système éducatif**. Avec la baisse du nombre d'enfants, on va pouvoir s'attaquer à ce problème sans avoir besoin d'accroître les dépenses publiques dans un contexte très tendu sur ce plan.

Outre que le vieillissement de la population va **contribuer à régler notre problème chronique de chômage** pour un long moment, tous les pays de la planète vont connaître une situation similaire, comme on l'a vu précédemment. Un système social dont le financement ne pourrait reposer que sur une croissance démographique infinie, cela porte un nom : une pyramide de Ponzi.

2 – 4 : Conclusion

Quelle place accordons-nous aux enfants et comment évolueront les générations futures dans le contexte de réchauffement climatique ?

Aucune mesure n'est efficace à court terme, il faut avoir une vision à long terme.

Il faut agir de prudence sur les mesures, certaines testées en France et dans d'autres pays s'étant avérées inefficaces.

CITATION

« L'enfant doit être notre souci. Et savez-vous pourquoi ? Savez-vous son vrai nom ? L'enfant s'appelle l'avenir »

Victor Hugo, Actes et paroles (1875-1876)

3 - AUTRES SITUATIONS :

L'exemple du Japon : de la dénatalité au dépeuplement

Manière de voir – Philippe Descamps

Depuis une décennie, la population du Japon connaît un lent déclin qui va s'accélérer dans les années à venir. Même si l'immigration et la fécondité augmentaient, l'inertie des phénomènes démographiques conduira inéluctablement à une dépopulation, dont seule l'ampleur est incertaine.

Selon les projections officielles moyennes, le Japon pourrait perdre une vingtaine de millions d'habitants dans les vingt-cinq prochaines années.

Après avoir plafonné autour de 128 millions d'habitants de 2055 à 2015, la population n'atteignait plus que 124 millions en 2024 et devrait encore reculer à 104 millions en 2050.

Le Japon reste néanmoins l'un des plus densément peuplé.

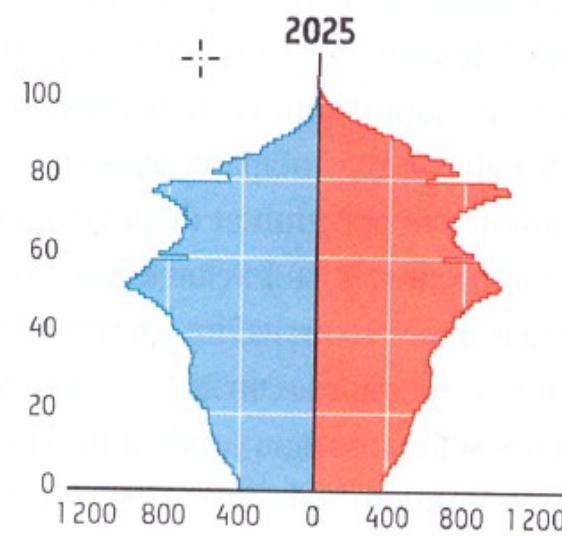
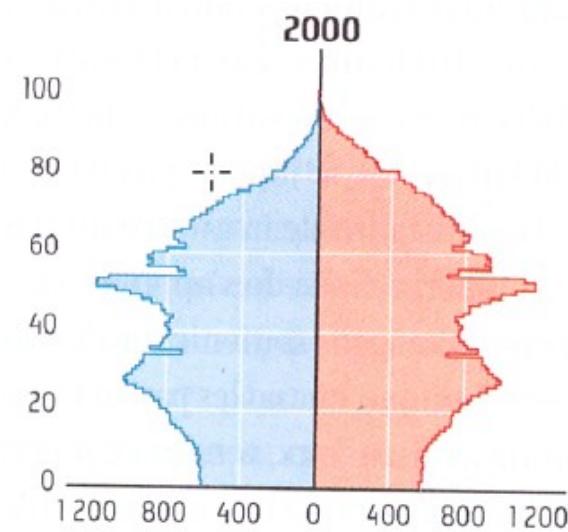
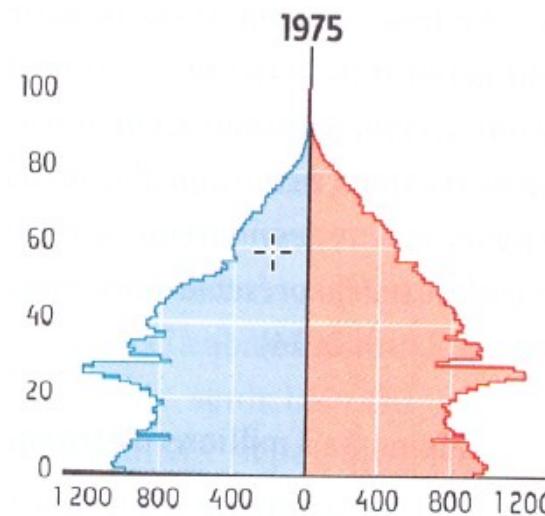
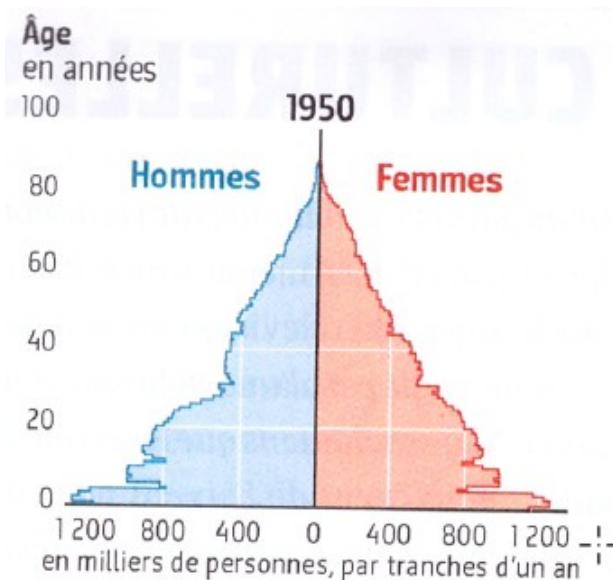
Cette chute n'est pas due à une forte émigration, comme en Europe centrale, mais essentiellement à la dénatalité

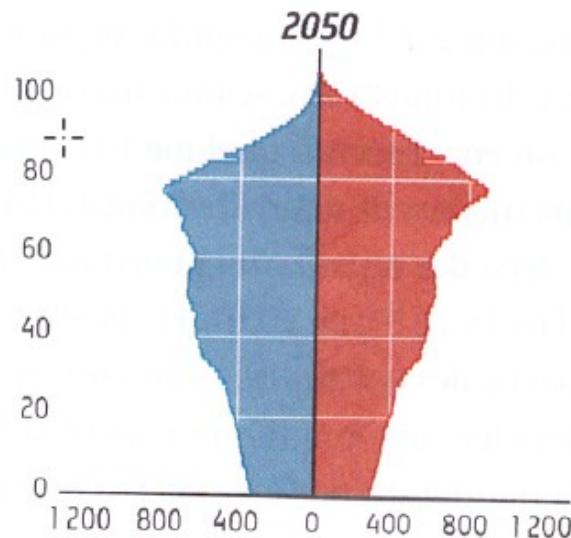
Pourtant, jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon avait une politique nataliste. Mais en 1948, le pays a adopté une stratégie totalement opposée. Alors qu'il s'établissait à 4,7 enfants par femme en 1947, le taux de fécondité a rapidement chuté, pour atteindre le seuil de remplacement (2,1 enfants par femme) jusqu'au début des années 1970, pour atteindre progressivement 1,26 enfants par femme en 2022. Depuis 2005, le nombre de décès dépasse le nombre de naissances. Alors que pourtant les Japonais sont les champions de l'espérance de vie.

En 2050, la pyramide des âges sera totalement renversée. Aujourd'hui déjà, la moitié de la population a plus de 50 ans.

A terme, la population en âge de travailler risque de cruellement manquer

Les conséquences macro-économiques du vieillissement ont poussé le gouvernement à réagir. Le dernier plan en date (2023) prévoit une augmentation des allocations familiales et le versement d'un capital pour chaque naissance. Cependant, les enquêtes montrent que le désir d'enfant reste présent, mais le souhait des femmes de mieux répartir les charges de famille n'est pas entendu par les hommes.





Source : National Institute of Population and Social Security Research, www.ipss.go.jp

Japon toujours : Dépeuplement et biodiversité

The Conversation - Peter Matanle, Kei Uchida, Masayoshi K. Hiraiwa

Pourquoi une diminution de la population humaine ne bénéficierait pas forcément à la biodiversité

Même avec moins d'êtres humains, la faune sauvage ne disposerait pas nécessairement de davantage d'espace et de niches écologiques où s'installer. Dans certaines zones du Japon rural où l'humain se raréfie peu à peu, on voit la biodiversité décliner malgré tout.

la croissance démographique entraîne un déclin catastrophique de la biodiversité.

Depuis 2003, des centaines de citoyens japonais collectent des données sur la biodiversité pour le projet gouvernemental Monitoring sites 1000. Nous avons utilisé 1,5 million d'observations d'espèces enregistrées provenant de 158 sites.

Ces zones étaient boisées, agricoles et périurbaines. Nous avons comparé ces observations aux changements observés au niveau de la population locale, de l'utilisation des sols et de la température de surface sur des périodes de cinq à vingt ans.

Ces paysages ont connu le plus fort déclin démographique depuis les années 1990.

Le constat est sans appel : la biodiversité a continué de diminuer dans la plupart des zones que nous avons étudiées, indépendamment de l'augmentation ou de la diminution de la population

Contrairement à Tchernobyl, où une crise soudaine a provoqué une évacuation quasi totale de la population qui a donné lieu à des récits surprenants sur la renaissance de la faune sauvage, la perte de population au Japon s'est développée progressivement.

Si la plupart des terres agricoles continuent d'être cultivées, certaines sont laissées à l'abandon ou désaffectées, d'autres sont vendues à des promoteurs immobiliers ou transformées en zones d'agriculture intensive. Tout cela empêche le développement naturel des plantes ou un reboisement qui enrichiraient la biodiversité.

De plus, dans ces régions, les êtres humains sont les agents de la durabilité des écosystèmes. L'agriculture traditionnelle et les pratiques saisonnières, telles que l'inondation, la plantation et la récolte des rizières, la gestion des vergers et des taillis ainsi que l'entretien des propriétés, sont importantes pour le maintien de la biodiversité.

Les bâtiments vacants et abandonnés, les infrastructures sous-utilisées et les problèmes socio-juridiques aggravent encore plus le problème.

Alors même que le nombre de maisons vides, désaffectées ou abandonnées atteint près de 15 % du parc immobilier national, la construction de nouveaux logements se poursuit sans relâche. En 2024, plus de 790 000 logements ont été construits, en partie du fait de l'évolution de la répartition de la population et de la composition des ménages au Japon. À cela s'ajoutent les routes, les centres commerciaux, les installations sportives, les parkings et les supérettes omniprésentes.

Le dépeuplement apparaît comme une mégatendance mondiale du XXI^e siècle. Bien géré, le dépeuplement pourrait contribuer à réduire les problèmes environnementaux les plus urgents dans le monde, notamment l'utilisation des ressources et de l'énergie, les émissions et les déchets, ainsi que la conservation de la nature. Mais pour que ces opportunités se concrétisent, il faut la gérer activement.

Le déclin de la population chinoise est-il inéluctable ?

The Conversation – Pauline Rossi

Les politiques antinatalistes mises en oeuvre en Chine pendant 50 ans ont laissé des traces et le gouvernement chinois peine aujourd'hui à relancer la natalité. Le déclin de la population chinoise s'accélère.

Depuis trois ans, la population chinoise diminue, ce qui constitue une première depuis la Grande Famine de 1958-1961. Selon le dernier recensement, elle est passée de 1,413 milliard en 2021 à 1,408 milliard en 2024. Cette baisse s'explique par un taux de fécondité extrêmement faible, bien en dessous du seuil de renouvellement des générations depuis plusieurs décennies.

Les projections estiment que la population chinoise pourrait passer sous la barre du milliard d'ici à 2070. Avec un solde migratoire négligeable, un vieillissement accéléré et un déséquilibre entre le nombre d'hommes et de femmes lié à la préférence pour les naissances de garçons sous la politique de l'enfant unique, la situation démographique en Chine suscite bien des inquiétudes.

Les autorités chinoises craignent les conséquences économiques et sociales du déclin démographique, d'autant plus que, contrairement à l'Europe, la Chine a vieilli avant de devenir riche. Son PIB par habitant ne s'élève qu'à environ 40 % du PIB par habitant en France. La diminution de la population en âge de travailler pourrait entraver l'innovation, la productivité et la croissance, exacerber les pressions sur le système de protection sociale et, *in fine*, faire retomber dans la pauvreté une part substantielle de la population.

Comment en est-on arrivé là ?

La politique de l'enfant unique, instaurée en 1979, est souvent citée comme la principale cause de la faible natalité actuelle. Cependant, la baisse de la natalité avait déjà commencé quelques années plus tôt, sous l'effet d'une autre politique prônant des mariages tardifs, des naissances espacées et limitées, et qui, en pratique, instaurait un quota de deux enfants par femme. Ces mesures coercitives ont engendré une transition démographique rapide, mais elles ont aussi ancré durablement des choix de fécondité dépassant les objectifs initiaux et contribuant à une décroissance prolongée.

Pour enrayer le déclin, la Chine a aboli la politique de l'enfant unique en octobre 2015 et a depuis progressivement autorisé deux, puis trois enfants par femme en 2021. Les dirigeants chinois s'attendaient à un baby-boom... qui n'a pas eu lieu. D'autres mesures ont également été mises en oeuvre pour relancer la natalité : sans succès, puisqu'en 2024, le taux de fécondité est tombé à environ un enfant par femme, un record pour la Chine et l'un des plus bas au monde.

Le baby-boom n'a pas eu lieu

Pour expliquer pourquoi les couples chinois n'ont pas saisi l'opportunité d'avoir un deuxième enfant, les analystes évoquent souvent des raisons financières. Avoir un deuxième enfant coûterait trop cher : l'éducation, les activités extrascolaires, le logement, etc. Cependant, les dépenses consacrées aux enfants sont, dans une certaine mesure, un choix des parents. Pourquoi les parents chinois choisissent-ils aujourd'hui de dépenser autant d'argent par enfant, quitte à n'en avoir qu'un ?

D'une part, le conformisme social incite les couples à adopter les normes affichées dans leur communauté : si la majorité a peu d'enfants et leur consacre non seulement un budget important mais aussi beaucoup de temps, cela devient le comportement attendu pour tous les autres.

D'autre part, la concurrence économique encourage les parents à limiter les naissances pour investir davantage dans l'éducation et le bien-être de chaque enfant.

Que peut faire le gouvernement chinois ?

Les dynamiques sociales sont difficiles à inverser en raison du problème de coordination qu'elles génèrent. Tous les couples souhaiteraient réduire les ressources consacrées aux enfants, mais aucun d'entre eux n'a intérêt à être le premier à le faire. Ne pas inscrire son enfant à des cours de soutien, alors que tous les autres élèves y participent, le désavantagerait dans sa réussite scolaire. Le gouvernement chinois a tenté d'empêcher cette fuite en avant en interdisant les cours particuliers. Mais le marché noir s'est développé, et tant que la société restera compétitive, on peut penser que les familles chercheront de nouveaux moyens de se différencier.

En théorie, les effets d'entraînement que nous avons observés par le passé devraient également opérer dans le sens inverse : les couples pourraient avoir plus d'enfants s'ils observaient que leurs pairs en ont eux-mêmes davantage. Il faudrait alors stimuler les naissances dans les groupes influents et espérer une propagation aux autres couples. Cela pourrait passer par des mesures telles que les allocations familiales, des politiques scolaires avantageant les familles nombreuses, une meilleure gestion et rémunération des congés parentaux ou encore l'extension et la subvention des services de garde d'enfants. Cependant, il est par nature difficile de sortir d'un piège, et un rebond durable de la natalité paraît peu probable dans les circonstances actuelles.